



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

DECLARATION DE LA FSU 11 GREVE Fonction Publique Carcassonne - 10 octobre 2017

La politique de Macron, c'est l'instauration d'une société de marché total, destructrice des solidarités et du bien commun.

Dans ce projet de société, le travail n'est plus qu'une marchandise : on abaisse son prix, au nom d'une concurrence « libre et non faussée ». C'est une course à la compétitivité dont on ne voit jamais la fin et qui provoque la destruction systématique de l'ensemble des droits sociaux, accusés d'être la cause du chômage.

Dans ce projet de société, les services publics et ceux qui y travaillent deviennent superflus, parce qu'ils n'alimentent pas la machine à générer des profits.

Le gel de la valeur du point d'indice : la FSU dit NON !

En effet depuis 8 ans, les fonctionnaires subissent une perte du pouvoir d'achat de près de 9%. C'est l'attractivité des métiers qui est remise en cause et au final la reconnaissance des qualifications des agents qui est bafouée.

La décorrélation du point d'indice entre les 3 versants de la FP : la FSU dit NON !

C'est une attaque frontale contre le statut de la Fonction Publique et son principe d'unicité ! Qui pourrait imaginer une infirmière ou un agent d'accueil dont les rémunérations différeraient suivant leur employeur ?

Le rétablissement du jour de carence : la FSU dit NON !

Le jour de carence est injuste puisqu'il ne touche en réalité qu'1/3 des salariés du privé : il y a donc bien une inégalité entre salariés du privé mais pas entre public et privé !

Le jour de carence est inefficace car il conduit à une dégradation plus avancée de l'état de santé : les arrêts-maladie sont, certes, moins nombreux mais plus longs.

Le sens de l'histoire, c'est d'améliorer l'accès au droit à la santé, pas de le dégrader !

L'augmentation de la CSG de 1,7% : la FSU dit NON !

Les salarié-es du secteur privé verront l'augmentation de la CSG compensée par la baisse des cotisations sociales. Pour les fonctionnaires et un grand nombre de retraité-es, c'est seulement l'augmentation de la CSG qui se profile ! Comment accepter que l'on fasse des économies sur le dos des retraités en les culpabilisant alors que, dans le même temps, l'ISF ne sera plus calculé sur le patrimoine immobilier, faisant ainsi un cadeau aux plus riches ?

Le report des mesures PPCR : la FSU dit NON !

Cet accord arraché au précédent gouvernement, constitue pour la FSU un début de revalorisation qui doit être maintenu. Le « possible report » d'un an à partir de janvier 2018 des mesures PPCR, serait une trahison du dialogue social et de l'engagement de l'Etat.

La suppression des contrats aidés : la FSU dit NON !

Cette décision brutale renvoie au chômage, des salariés déjà précaires. Il est nécessaire de stabiliser ces missions sur des emplois pérennes d'agents publics car les missions que ces personnels recouvrent participent durablement de la qualité du service public.

La suppression de 120 000 emplois dans la FP, dont 70 000 dans la seule FPT : la FSU dit NON !

La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat" !

Alors face à ce président mal élu qui mène une politique de classe, une politique pour le petit nombre des plus riches, tous ensemble sachons imposer :
la légitimité de la rue, la légitimité de nos combats et aspirations,
la légitimité du progrès social pour toutes et tous !

